

Tanzanie : Le leader de l'opposition a été arrêté et accusé de "terrorisme"

@rib News, 23/07/2021 Source AFP Le leader du principal parti d'opposition en Tanzanie, Freeman Mbowe (photo), arrêté mercredi, est soupçonné d'"actes de terrorisme", a annoncé jeudi la police, soulevant des inquiétudes dans le monde.

Freeman Mbowe, président du parti Chadema, a été arrêté mercredi matin, ainsi qu'une douzaine d'autres membres de sa formation à Mwanza (nord-ouest), un coup de filet qui rappelle les méthodes du président John Magufuli, déchu en mars. "Nous détenons Freeman Mbowe pour avoir participé des actes de terrorisme, notamment l'assassinat de responsables du gouvernement", a déclaré le porte-parole de la police tanzanienne, David Misime, dans un communiqué, ajoutant que six autres personnalités du parti avaient été inculpées devant un juge. Selon Chadema, la police a perquisitionné la maison de M. Mbowe, transféré dans la capitale économique, Dar es Salaam, et saisi son ordinateur ainsi que d'autres équipements appartenant à sa famille. Cette arrestation des opposants, qui avaient appelé à un rassemblement pour demander des réformes constitutionnelles dans une ville où toutes les manifestations sont interdites en raison de la lutte contre le Covid-19, intervient quatre mois après la prise de fonctions de la nouvelle présidente, Samia Suluhu Hassan. Depuis son investiture, Mme Hassan a amorcé une rupture avec John Magufuli, dont elle était la vice-présidente, se disant notamment prête à défendre la démocratie et les libertés fondamentales. "Le fait de demander une nouvelle Constitution m'a valu d'être accusé de terrorisme", a déclaré M. Mbowe dans un communiqué publié par son parti, se disant "prêt à répondre à ces accusations inventées de toutes pièces". "Je crois que le monde comprendra la vérité sur ce que nous vivons en Tanzanie. Il comprendra également la vérité sur ces fausses accusations", a-t-il ajouté. David Misime a affirmé que les allégations selon lesquelles l'opposant avait été arrêté pour avoir organisé un meeting étaient "trompeuses". Mais le commandant régional de la police, Ramadhan Ngh'anzile, avait déclaré plus tôt que ces arrestations faisaient suite à l'organisation d'une réunion "interdite" en raison des restrictions sanitaires. Amnesty International a qualifié d'"arbitraires" ces arrestations, et estimé qu'elles reflétaient les pressions croissantes contre l'opposition en Tanzanie, pays perçu comme stable dans une région est-africaine troublée. "Les autorités tanzaniennes doivent arrêter de cibler l'opposition et d'essayer de restreindre l'espace dans lequel elle peut opérer", a déclaré Flavia Mwangovya, directrice adjointe d'Amnesty pour l'Afrique de l'Est. L'ONG ajoute que ces arrestations témoignent d'un "manquement de l'Etat de droit et des droits humains, dont le droit d'expression et d'association". Mercredi, les Etats-Unis ont affirmé que ces arrestations étaient "très inquiétantes". Dans la foulée des élections d'octobre 2020, très largement remportées par John Magufuli et le parti au pouvoir, au moins 150 membres et dirigeants de l'opposition, qui avait dénoncé des fraudes massives et contesté les résultats, avaient été arrêtés, selon l'ONU.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});